

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 ÉVRY - COURCOURONNES Cedex

ÉVRY - COURCOURONNES, le 11/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LORY INTERNATIONAL

ZI de BRIERES LES SCelles
BP 167
91150 BRIERES LES SCelles

Références : D2025-1066
Code AIOT : 0006503834

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2025 dans l'établissement LORY INTERNATIONAL implanté RUE DE LA VALLEE ZI ROUTE DE BRIERES LES SCelles 91150 BRIERES-LES-SCelles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LORY INTERNATIONAL
- RUE DE LA VALLEE ZI ROUTE DE BRIERES LES SCelles 91150 BRIERES-LES-SCelles
- Code AIOT : 0006503834
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société LORY INTERNATIONAL fabrique des contre-poids de grue mobile (30 % de la production), des masses en fonte pour les chariots de manutention et pour les machines de travaux publics (30 % de la production) ainsi que des quilles de bateaux (30 % de la production).

LORY INTERNATIONAL produit également une gamme de matériel agricole (10 % de la production).

Le site est localisé dans la zone industrielle de BRIERES LES SCHELLES au lieu-dit « Les Merisiers » et a été construit en 1972. L'usine a été reprise en avril 1997 par le groupe hollandais NIJG après deux dépôts de bilan.

Ce site précédemment exploité par la société LORY FONDERIES a été repris par la société LORY INTERNATIONAL le 10 février 2024.

Le nombre de salariés sur le site est actuellement de 42.

8 355 tonnes ont été produites au cours de l'année 2024.

80 % du chiffre d'affaires est réalisé à l'export.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 1 | Positionnement dans la nomenclature des installations classées | Lettre du 14/08/2015 | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 4 | Plans et schémas de circulation | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 4 du chapitre I du titre 3 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 5 | Protection des réseaux | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 2.2 du chapitre I du titre 3 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 12 | Isolement du site | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 3.2 du chapitre I du titre 3 | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 13 | Caractéristique du point de rejet | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 5.1 du chapitre I du titre 3 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 18 | Surveillance des eaux souterraines (Pz) | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 6.7.2 du chapitre I du titre 3 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 19 | Surveillance des eaux souterraines (analyses) | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 6.7.2 du chapitre I du titre 3 | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 20 | Synthèse annuelle | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 6.7.2 du chapitre I du titre 3 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 23 | Traitement des rejets (hauteur cheminée/ vitesse) | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 2.2 du chapitre II du titre 3 | Demande d'action corrective | 3 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|---|-----------------------|
| 24 | Conditions particulières des rejets à l'atmosphère | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 2.3.2 du chapitre II du titre 3 | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 25 | PGS | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 2.3.2 du chapitre II du titre 3 | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 26 | COV avec mentions de dangers | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 2.3.2 du chapitre II du titre 3 | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 27 | Autosurveillance (air) | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 3.1 du chapitre II du titre 3 | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 28 | Entretien des installations | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 4 du chapitre II du titre 3 | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 29 | Conception des bâtiments et locaux (bât principal) | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 2.2 du chapitre V du titre 3 | Mise en demeure, respect de prescription | 12 mois |
| 30 | Conception des bâtiments et locaux (alcool éthylique) | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 2.2 du chapitre V du titre 3 | Mise en demeure, respect de prescription | 12 mois |
| 36 | Installations électriques | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 2.3 du chapitre V du titre 3 | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 37 | Protection contre la foudre | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 3.2.7 du chapitre V du titre 3 | Mise en demeure, respect de prescription | 12 mois |
| 39 | Consignes de sécurité | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 3.2.1 du chapitre V du titre 3 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 42 | Moyens d'intervention en cas d'accident | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 7 du chapitre V du titre 3 | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 52 | Contrôle de la liste des appareils à pression | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III | Mise en demeure, respect de prescription | 1 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 53 | Analyse du compte rendu d'inspection périodique | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17 | Mise en demeure, respect de prescription | 6 mois |
| 54 | Vérification des échéances de l'inspection périodique | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I | Mise en demeure, respect de prescription | 6 mois |
| 55 | Analyse du compte rendu de requalification périodique | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25 | Mise en demeure, respect de prescription | 6 mois |
| 56 | Vérification des échéances de la requalification périodique | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I | Mise en demeure, respect de prescription | 6 mois |
| 57 | Contrôle de la plaque d'identification des ESP | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI | Mise en demeure, respect de prescription | 6 mois |
| 58 | Contrôle de l'état de l'équipement | Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2 | Mise en demeure, respect de prescription | 6 mois |
| 59 | Contrôle des accessoires de sécurité | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I | Mise en demeure, respect de prescription | 6 mois |
| 60 | Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24 | Mise en demeure, respect de prescription | 6 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|----------------------------------|---|-------------------|
| 2 | Circulation dans l'établissement | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 2.1 du chapitre V du titre 3 | Sans objet |
| 3 | Propreté | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 1.4 du chapitre II du titre 3 | Sans objet |
| 6 | Nature des effluents | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 2.1 du chapitre I du titre 3 | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 7 | Consommation (valeurs maximales) | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 2.1 du chapitre I du titre 3 | Sans objet |
| 8 | Consommation (bilan annuel) | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 2.1 du chapitre I du titre 3 | Sans objet |
| 9 | Consommation (fréquence des relevés) | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 2.1 du chapitre I du titre 3 | Sans objet |
| 10 | Utilisation des eaux pluviales de toiture | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 2.3 du chapitre I du titre 3 | Sans objet |
| 11 | Eaux de refroidissement | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 2.5 du chapitre I du titre 3 | Sans objet |
| 14 | Autosurveillance (eau) | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 6.4 du chapitre I du titre 3 | Sans objet |
| 15 | Conditions générales | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 6.2 du chapitre I du titre 3 | Sans objet |
| 16 | Conditions particulières de chacun des rejets | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 6.3 du chapitre I du titre 3 | Sans objet |
| 17 | Traitement des effluents (entretien séparateur) | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 6.1 du chapitre I du titre 3 | Sans objet |
| 21 | Transmission des données | Arrêté Ministériel du 28/04/2014 | Sans objet |
| 22 | Traitement des rejets (dépoussiérage) | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 2.2 du chapitre II du titre 3 | Sans objet |
| 31 | Zones de dangers | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 1.3 du chapitre V du titre 3 | Sans objet |
| 32 | Conception des bâtiments et locaux (allées) | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 2.2 du chapitre V du titre 3 | Sans objet |
| 33 | État des stocks | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 3.1.2 du chapitre V du titre 3 | Sans objet |
| 34 | Rétentions | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 7.2 du chapitre I du titre 3 | Sans objet |
| 35 | Étiquetage | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 3.1.2 du chapitre V du titre 3 | Sans objet |
| 38 | Travaux (permis de feu) | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 4 du chapitre V du titre 3 | Sans objet |
| 40 | Surveillance de l'exploitation | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 3.2.5 du chapitre V du titre 3 | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 41 | Équipement (plan d'implantation) | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 7.1 du chapitre V du titre 3 | Sans objet |
| 43 | Organisation des stockages | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 3.2 du chapitre III du titre 3 | Sans objet |
| 44 | Sables usés de fonderie et laitier | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 4.3 du chapitre III du titre 3 | Sans objet |
| 45 | Registres relatifs à l'élimination des déchets | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 4.4 du chapitre III du titre 3 | Sans objet |
| 46 | Déclaration annuelle | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 4.5 du chapitre III du titre 3 | Sans objet |
| 47 | Stockage et emploi de l'oxygène (distance) | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article chapitre IV du titre 4 | Sans objet |
| 48 | Stockage et emploi de l'oxygène (clôture) | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article chapitre IV du titre 4 | Sans objet |
| 49 | Stockage et emploi de l'oxygène (sol) | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article chapitre IV du titre 4 | Sans objet |
| 50 | Stockage et emploi de l'oxygène (terre) | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article chapitre IV du titre 4 | Sans objet |
| 51 | Stockage et emploi de l'oxygène (moyens de secours) | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article chapitre IV du titre 4 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Faisant suite à la reprise par la société LORY INTERNATIONAL du site précédemment exploité par la société LORY FONDERIES, l'inspection du 29 avril 2025 a volontairement été organisée sur un champ large de thématiques, afin d'évaluer la prise en charge des sujets environnementaux par le nouvel exploitant.

C'est dans ce contexte que l'inspection du 29 avril 2025 a permis de constater des écarts pouvant conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations, soit avoir un impact important sur l'environnement. Ces écarts concernant notamment : les conditions d'isolement des eaux d'extinction, la maîtrise des rejets atmosphériques (notamment des composés organiques volatils), des dispositions constructives des bâtiments, la maintenance des installations électriques et la gestion des équipements sous pression.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Positionnement dans la nomenclature des installations classées

Référence réglementaire : Lettre du 14/08/2015

Thème(s) : Situation administrative, Positionnement dans la nomenclature des installations classées

Prescription contrôlée :

La situation administrative du site est la suivante :

| Désignation des activités | éléments caractéristiques | rubrique | régime |
|---|--|----------|--------|
| Fonderie (fabrication de produits moulés) de métaux et alliages ferreux La capacité de production étant : 1. supérieure à 10 tonnes/j. | 2 cubilots à vent froid chacun d'une capacité moyenne de 12t/h. Capacité de production de fonte fondue : 192 tonnes/jour. | 2551-1 | A |
| Exploitation de fonderies de métaux ferreux d'une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour. | 2 cubilots à vent froid chacun d'une capacité moyenne de 12t/h. Capacité de production de fonte fondue : 192 tonnes/jour. | 3240 | A |
| Ferro-silicium (dépôts de) | Capacité de stockage : 25 tonnes de briquettes | 195 | D |
| Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous rubrique 2515-2. La puissance installée des installations étant : c) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW. | – Atelier moulage : 2 malaxeurs de 18 kW et 25 kW, – Atelier noyautage : 1 malaxeur de 6 kW, – Atelier de décochage/ sablerie : 75 kW, Puissance totale : 124 kW. | 2515-1-c | D |
| Installation de fabrication de produits en béton par procédé mécanique. La puissance installée du matériel de malaxage et de vibration étant : b) supérieure à 40kW, mais inférieure ou égale à 400kW. Ces activités ne donnent pas lieu à classement sous la rubrique 2515. | Installation de recyclage de déchets de sables et laitiers. Puissance totale de 50 kW | 2522-b | D |
| Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc. sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565. La puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20kW. | Atelier de grenailage (grenailles métalliques). Puissance totale : 105 kW | 2575 | D |

| | | | |
|--|--|----------|------------|
| <p>Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.</p> <p>La surface étant :</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100m² mais inférieur à 1000m².</p> | <p>parc à fonte.</p> <p>Surface totale : 270 m²</p> | 2713 | D avec BA |
| <p>Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile).</p> <p>2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le "trempé" (pulvérisation, enduction).</p> <p>Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est :</p> <p>b) supérieure à 10kg/j, mais inférieure ou égale à 100kg/j.</p> | <p>Cabines de peinture avec application par pulvérisation.</p> <p>– Cabine double du nouvel atelier peinture : 17,79 kg/j</p> <p>– 2 cabines « Europa » de l'atelier finition : 57,79 kg/j</p> <p>– Cabine d'apprêt : 5,22 kg/j</p> <p>Application du mastic à la spatule 16,77 kg/j.</p> <p>Quantité totale maximale appliquée : 97,7 kg/j.</p> | 2940-2-b | DC |
| <p>Acétylène.</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 1 t</p> | <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>Stockage de 10 bouteilles de 35 kg.</p> <p>Quantité totale sur site : 350 kg.</p> | 4719 | D avec B.A |
| <p>Oxygène.</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t.</p> | <p>– 1 cuve de 22 000 litres réfrigérée, sous 13 bars : 24,2 tonnes.</p> <p>– 10 bouteilles de 57,1 kg sous 200 bars : 571 kg.</p> <p>Quantité totale sur site : 24,8 tonnes.</p> | 4725 | D avec B.A |
| <p>Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses.</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t.</p> | <p>– 2 alvéoles de stockage.</p> <p>Quantité totale sur site : 60 t</p> | 4801 | D |
| <p>Stations service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes en réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs.</p> <p>Le volume annuel de carburant distribué étant :</p> <p>3. Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³.</p> | <p>Le volume annuel de carburant distribué étant de 50 m³ de fioul.</p> | 1435 | NC |
| <p>Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public.</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>3. supérieure à 1000m³ mais inférieure ou égale à 20000 m³.</p> | <p>Stockage de modèles en bois : 80 m³</p> <p>Stockage de palettes : 25 m³</p> <p>Quantité totale : 105 m³</p> | 1532 | NC |

| | | | |
|---|---|----------------------------|----|
| <p>Métaux et alliages (travail mécanique des)</p> <p>B. Autres installations que celles visées au A</p> <p>La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant :</p> <p>2. supérieure à 150kW, mais inférieure ou égale à 1000kW.</p> | <p>– Atelier d'ébarbage : 27 kW – Atelier d'usinage : 69 kW – Atelier d'entretien : 10 kW</p> <p>Puissance totale : 106 kW.</p> | 2560-2 | NC |
| <p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>b) supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³</p> | <p>Cuve de stockage de résines furaniques de 36 m³</p> | 2662 | NC |
| <p>Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771.</p> <p>A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique...si la puissance thermique maximale de l'installation est :</p> <p>2. supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW.</p> | <p>– 1 chaudière au fioul : 1163 kW – 3 aérothermes au gaz naturel de 504,6 kW</p> <p>Puissance totale du site : 1,7 MW.</p> | 2910-A | NC |
| <p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>2. Pour les autres stockages :</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total.</p> | <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines, étant de :</p> <p>– cuves aériennes double peau de fuel domestique : 1 cuve de 1000 litres pour le chauffage des locaux, 1 cuve de 2000 litres pour les engins roulants.</p> <p>Soit 2,64 tonnes de fioul.</p> | 4734 | NC |
| <p>Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.</p> | <p>Deux circuits de réfrigération indépendants de 16kg de fluide R407c chacun, soit 32kg.</p> | 4802 | NC |
| <p>Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de).</p> <p>2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 :</p> <p>b) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m³ mais inférieure ou égale à 100 m³.</p> | <p>Liquides inflammables de 1ère catégorie :</p> <p>– Alcool éthylique : 2000 litres – Couche : 8700 litres – Peinture : 3700 litres – Mastic : 500 litres – Diluant : 820 litres – Durcisseur : 350 litres – Solvants : 400 litres</p> <p>en attente du positionnement de l'exploitant</p> | <p>1432 => 4330</p> | |

| | | | |
|---|---|-----------------|--|
| Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t. | Fabrication de la couche d'enduisage des moules : - 1 cuve de stockage d'alcool éthylique de 2000 litres ; - 1 cuve de stockage de la suspension de 700 litres ; - 1 cuve de mélange de 2000 litres. en attente du positionnement de l'exploitant | 1433 => 4331 | |
|---|---|-----------------|--|

Constats :

Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'exploitant a déclaré que la situation administrative du site n'a pas été modifiée depuis la mise à jour transmise par lettre préfectorale du 14 août 2015, sauf pour les rubriques n°4734 (produits pétroliers), n°1432 (liquides inflammables) et n°1433 (liquides inflammables de catégorie 2).

Concernant le stockage de produits pétroliers, l'exploitant a déclaré que la cuve précédemment utilisée pour le stockage de fuel domestique a été remplacée par deux Grands Réservoirs Vrac (GRV) d'une capacité d'environ 1 m³ et contenant du gasoil non routier (GNR).

L'inspection des installations classées précise que, compte tenu de ces modifications, la quantité totale de produits pétroliers susceptible d'être présente dans les installations est de 3 000 litres, soit environ 2,64 tonnes.

L'inspection des installations classées précise donc que cette activité reste non classée au regard des seuils de la rubrique n°4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. La modification apportée sera intégrée dans une mise à jour de la situation administrative à venir.

L'inspection des installations a attiré l'attention de l'exploitant sur le positionnement des activités précédemment classées dans les rubriques n°1432 et n°1433 de la nomenclature des installations classées, lesquelles ont été supprimées.

L'exploitant n'a pas fourni de positionnement des activités concernées dans les nouvelles rubriques en 4XXX, alors que ce point a été signalé pour la première fois lors de l'inspection du 30 juin 2015.

Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'inspection des installations classées a présenté l'outil de calcul SEVESO 3 élaboré par le ministère de la transition écologique, permettant de faciliter le positionnement des produits dans les rubriques en 4XXX à partir des mentions de dangers. Ce site est accessible à l'adresse suivante : <https://seveso3.din.developpement-durable.gouv.fr/saisie/nouvelle>.

Aussi, et conformément à ce qui précède, l'inspection des installations classées propose à Madame la préfète de l'Essonne de mettre en demeure l'exploitant, en application de l'article L.513-1 du code de l'environnement, de se faire connaître et de solliciter le classement dans les nouvelles rubriques de la nomenclature des installations classées qui le concerne.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Circulation dans l'établissement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 2.1 du chapitre V du titre 3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques |
| Prescription contrôlée : L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie |
| Constats : Lors de l'inspection du 24 janvier 2024, l'inspection des installations classées avait constaté que l'état de la clôture était dégradé au nord, à proximité du logement occupé par un des salariés. Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'inspection des installations classées a constaté que l'établissement est efficacement clôturé, y compris sur la zone où la clôture était précédemment dégradée, conformément aux dispositions de l'article 2.1 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus-mentionné. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Propreté

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 1.4 du chapitre II du titre 3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique |
| Prescription contrôlée : Les locaux doivent être tenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de poussières |
| Constats : Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'inspection des installations classées a constaté que les locaux sont tenus propres, conformément aux dispositions de l'article 1.4 du chapitre II du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus-mentionné. Notamment, la zone dans laquelle était localisé le départ de feu lors du sinistre du 23 février 2024 a été nettoyée. Cela a permis de réduire les amas de poussières dans cette zone. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Plans et schémas de circulation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 4 du chapitre I du titre 3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau |
| Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient systématiquement à jour les schémas de circulation des apports d'eau et de chacune des diverses catégories d'eaux polluées comportant notamment : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;- les dispositifs de protection de l'alimentation (bas de disconnexion, isolement de la distribution alimentaire,...) ;- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). |
| Constats : Par courriel du 28 avril 2025, l'exploitant a transmis le plan intitulé "réseau eau de ville - réseau eaux usées - écoulement des eaux de ruissellement". L'inspection des installations classées a constaté que ce plan est peu lisible. En effet, il est en noir et blanc, ce qui rend difficile la distinction de chacun des réseaux. Par ailleurs, le plan présenté : <ul style="list-style-type: none">- n'est pas daté ;- ne mentionne pas le dispositif de protection installé sur le réseau d'alimentation en eau potable ;- ne mentionne pas les ouvrages tels que vannes et compteurs. Le plan présenté n'est pas conforme aux dispositions de l'article 4 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus-mentionné. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit présenter un schéma de circulation des apports d'eau et de chacune de catégories d'eaux polluées conforme aux dispositions de l'article 4 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral n°2006.PREF.DCI 3/BE/0242 du 23 novembre 2006. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 5 : Protection des réseaux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 2.2 du chapitre I du titre 3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau |
| Prescription contrôlée : Les ouvrages de prélèvement sont équipés de dispositifs de mesure totalisateurs et d'un dispositif de disconnection afin d'éviter tout phénomène de retour sur les réseaux d'alimentation |
| Constats : Par courriel du 28 avril 2025, l'exploitant a transmis une photo du compteur installé sur l'alimentation en eau potable du site. Toutefois, lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier qu'un dispositif de disconnection permet d'éviter tout phénomène de retour sur les réseaux d'alimentation. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier de la présence d'un dispositif de disconnection permettant d'éviter tout phénomène de retour sur les réseaux d'alimentation, conformément aux dispositions de l'article 2.2 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral n°2006.PREF.DCI 3/BE/0242 du 23 novembre 2006. L'exploitant peut transmettre un document justifiant de sa mise en place ou de son entretien. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 6 : Nature des effluents

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 2.1 du chapitre I du titre 3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau |
| Prescription contrôlée : On distingue dans l'établissement : <ul style="list-style-type: none">- les eaux vannes et les eaux usées de lavabo, toilettes,...- les eaux pluviales non polluées (Epn)- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (Epp)- les effluents industriels (EI) tels que eaux de lavage, de procédé...- les eaux de refroidissement |

| |
|---|
| <p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'exploitant a déclaré que les flux d'eau sont séparés sur le site. On distingue bien les flux des eaux vannes, des eaux pluviales non polluées et des eaux pluviales susceptibles d'être polluées, conformément aux dispositions de l'article 2.1 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus-mentionné.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 7 : Consommation (valeurs maximales)

| | | |
|---|--------------------------------|-----------------------|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 2.1 du chapitre I du titre 3</p> | | |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau</p> | | |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements d'eau dans les eaux souterraines qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont limités aux quantités suivantes :</p> | | |
| Origine de la ressource | Consommation maximale annuelle | Débit maximal horaire |
| Nappe phréatique Puit n°1 (refroidissement cubilot) | 75 m ³ | 15 m ³ /h |
| Nappe phréatique Puit n°2 (refroidissement sablerie) | 45 m ³ | 9 m ³ /h |
| <p>Constats :</p> <p>Par courriel du 28 avril 2025, l'exploitant a transmis le relevé des prélèvements d'eau effectués dans les eaux souterraines. Ces relevés indiquent qu'aucun volume d'eau n'a été prélevé, ni dans le puits "décochage sablerie", ni dans le puits "cubilot fusion" entre les semaines n°1 et n°18 de l'année 2025.</p> <p>Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'exploitant a confirmé qu'il n'y avait pas eu de prélèvement dans les eaux souterraines depuis le début de l'année, compte tenu des volumes d'eaux pluviales disponibles pour le refroidissement.</p> <p>En complément, l'exploitant a transmis par courriel du 27 mai 2025 le relevé des prélèvements d'eau effectués dans les eaux souterraines en 2024. Ces relevés indiquent qu'aucun volume d'eau souterraine n'a été prélevé, ni dans le puits "décochage sablerie", ni dans le puits "cubilot fusion" au cours de l'année 2024.</p> <p>Les quantités d'eau souterraines prélevées sont conformes aux valeurs limites imposées par l'article 2.1 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus-mentionné.</p> | | |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> | | |

N° 8 : Consommation (bilan annuel)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 2.1 du chapitre I du titre 3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau |
| Prescription contrôlée : L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations. Ce bilan fait apparaître des économies réalisables et est transmis annuellement à l'inspection des installations classées |
| Constats : Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'exploitant n'a pas présenté de bilan des utilisations d'eau. Toutefois, l'exploitant a précisé que l'eau prélevée sur le réseau de distribution publique n'est utilisée que pour les douches et les sanitaires. Elle n'est pas utilisée dans le procédé industriel. Compte tenu de ces éléments, l'inspection des installations classées considère qu'il n'existe pas de bénéfice à faire le bilan annuel des utilisations d'eau tel que prescrit par l'article 2.1 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus-mentionné. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 9 : Consommation (fréquence des relevés)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 2.1 du chapitre I du titre 3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau |
| Prescription contrôlée : Le relevé des volumes sur les puits n°1 et n°2 est effectué hebdomadairement et retranscrit sur un registre éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| Constats : Par courriel du 28 avril 2025, l'exploitant a transmis le relevé des prélèvements d'eau effectués dans les eaux souterraines en 2025. Ces relevés sont réalisés à fréquence hebdomadaire, conformément aux dispositions de l'article 2.1 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus-mentionné. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 10 : Utilisation des eaux pluviales de toiture

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 2.3 du chapitre I du titre 3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau |
| Prescription contrôlée : Les eaux de toiture du bâtiment principal collectées sur une surface de 1 600 m ² sont récupérées dans un réservoir aérien de 230 m ³ afin d'être utilisée dans le circuit de refroidissement des cubilots et de l'installation de récupération du sable. |
| Constats : Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'exploitant a précisé les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- les eaux de toiture du bâtiment principal sont collectées et récupérées dans deux réservoirs aériens d'un volume de 250 m³ chacun et dans un bassin d'un volume de 220 m³ et sont utilisées pour le refroidissement du cubilot ;- un bassin d'un volume de 80 m³ permet de récupérer les eaux pluviales utilisées pour le refroidissement de la sablerie. Les volumes d'eaux pluviales récupérées pour le refroidissement des installations étant supérieures à ceux prescrits par les dispositions de l'article 2.3 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus-mentionné, l'inspection des installations classées considère que l'exploitant respecte cette disposition. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 11 : Eaux de refroidissement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 2.5 du chapitre I du titre 3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau |
| Prescription contrôlée : Les eaux de refroidissement sont en circuit fermé. Les éventuelles eaux de purge des circuits de refroidissement sont éliminées en tant que déchets vers les filières de traitement appropriées. |
| Constats : Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'exploitant a confirmé que les eaux de refroidissement sont en circuit fermé. Elles sont éliminées par évaporation et renouvelées par les apports d'eau provenant des bassins collectant les eaux pluviales. Les eaux souterraines peuvent également être sollicitées, dans les limites fixées par les dispositions détaillées au point de contrôle n°7 de la présente inspection. Les eaux de refroidissement sont bien en circuit fermé, conformément aux dispositions de l'article 2.5 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus-mentionné. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 3.2 du chapitre I du titre 3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour qu'en cas d'écoulement de matières polluantes entraînées par les eaux d'extinction d'un incendie, celles-ci soient canalisées, récupérées et traitées afin de prévenir tout risque de pollution des sols ou des cours d'eau. À cet effet, le réseau de collecte des eaux pluviales susceptibles de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution par lessivage des surfaces imperméables (sols, aires de stockage...) est aménagé et raccordé à un bassin capable de recueillir le premier flot des eaux pluviales. Ce bassin de confinement d'un volume minimal de 650 m³ est étanche aux produits collectés ; il est équipé d'un régulateur de débit et d'un système d'obturation manuel avant rejet et d'un système d'obturation manuel placé avant rejet dans le milieu naturel. La rétention des eaux d'extinction d'incendie est effectuée au niveau de ce bassin.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Par courriel du 28 avril 2025, l'exploitant a transmis le plan intitulé "réseau eau de ville - réseau eaux usées - écoulement des eaux de ruissellement".</p> <p>L'inspection des installations classées constate que ce plan mentionne le sens d'écoulement des eaux de ruissellement ainsi que des zones non étanches.</p> <p>Aussi, compte tenu de la présence de telles zones sur le site, l'inspection des installations classées considère que l'exploitant n'est pas en mesure d'isoler les eaux d'extinction conformément aux dispositions de l'article 3.2 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus-mentionné.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit être en mesure de justifier qu'en cas d'écoulement de matières polluantes entraînées par les eaux d'extinction d'un incendie, celles-ci soient canalisées, récupérées et traitées conformément aux dispositions de l'article 3.2 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral n°2006.PREF.DCI3/BE/0242 du 23 novembre 2006.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 13 : Caractéristique du point de rejet**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 5.1 du chapitre I du titre 3**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau**Prescription contrôlée :**

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent à 3 points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

| Point de rejet | N°1 | N°2 | N°3 |
|---------------------------|---|-------------------------------|---|
| Nature des effluents | EI | EU | EPp + EPnp |
| Exutoire du rejet | Bassin de confinement de 650 m ³ | Réseau public eaux usées | Bassin de confinement de 650 m ³ |
| Traitement avant rejet | Séparateur hydrocarbures | - | Séparateurs hydrocarbures |
| Traitement complémentaire | - | Station d'épuration d'Etampes | - |
| Milieu naturel récepteur | Soils par infiltration | Juine | Soils par infiltration |

Constats :

Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'exploitant a déclaré qu'il n'y a pas de rejet d'eaux industrielles issues des procédés mis en œuvre sur le site. Par ailleurs, l'exploitant a précisé que les bassins utilisés pour la récupération des eaux pluviales sont étanches. L'eau collectée étant utilisée pour le refroidissement des cubilots et de la sablerie, l'exploitant a déclaré qu'il n'y a jamais de rejet de ces eaux vers le milieu naturel.

L'inspection des installations classées relève que les dispositions mises en place pour la collecte des effluents générés par l'établissement ne semblent pas correspondre à celles prescrites par l'article 5.1 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus-mentionné.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit apporter tous les éléments d'appréciation nécessaires concernant les modifications apportées aux caractéristiques des points de rejet, conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement. Notamment, l'exploitant doit préciser la nature des effluents générés par l'établissement.

L'inspection des installations classées invite l'exploitant à annexer à son porter à connaissance le formulaire disponible à l'adresse suivante :

<https://www.driat.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/porter-a-connaissance-une-modification-notable-d-a4231.html>

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 6.4 du chapitre I du titre 3

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau

Prescription contrôlée :

| Paramètres | Prélèvements et analyses par laboratoire agréé | |
|---|--|--------------------------------------|
| | Type de suivi | Périodicité de la mesure |
| Débit pH, Température DBO5 DCO MEST Azote global Métaux totaux Hydrocarbures totaux Fe, Al Indice phénol Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) | Echantillon représentatif prélevé sur une durée de 24 h | Semestrielle et à chaque incident |

Constats :

Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'exploitant a déclaré que les eaux pluviales collectées ne sont jamais rejetées au milieu récepteur car elles sont utilisées pour les circuits de refroidissement (Cf. point de contrôle n°13).

L'inspection des installations classées considère donc que l'exploitant respecte les dispositions de l'article 6.4 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus-mentionné.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Conditions générales

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 6.2 du chapitre I du titre 3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau |
| Prescription contrôlée : L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none">- température : < 30°C- pH : compris entre 5,5 et 8,5- couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l- exempt de matières flottantes- ne pas dégrader les réseaux d'égouts- ne pas dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts éventuellement par mélange avec d'autres effluents- hydrocarbures totaux : 5 mg/l |
| Constats : Par courriel du 28 avril 2025, l'exploitant a transmis les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- le rapport intitulé "Contrôle réglementaire des eaux souterraines et des eaux de bassins - campagne du premier semestre 2024 " édité par GINGER LECES et daté du 19/06/2024 ;- le rapport intitulé "Contrôle réglementaire des eaux souterraines et des eaux de bassins - campagne du deuxième semestre 2024 " édité par GINGER LECES et daté du 03/01/2025. L'inspection des installations classées a constaté que les valeurs mentionnées dans ces rapports, pour les paramètres température, pH et hydrocarbures totaux sont conformes aux dispositions de l'article 6.2 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus-mentionné. Par ailleurs, l'exploitant a rappelé lors de l'inspection du 29 janvier 2025 que les eaux collectées dans les bassins de rétention ne sont jamais rejetées dans le milieu naturel. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 6.3 du chapitre I du titre 3

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des conventions de déversement dans le réseau public (art. L.35-8 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brute non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents.

Référence du rejet : n°3 (eaux pluviales)

- matières en suspension totales < 100 mg/l pour un flux < 15 kg/j
- demande chimique en oxygène (DCO) < 300 mg/l pour un flux < 100 kg/j
- demande biochimique en oxygène (DBO₅) < 100 mg/l
- azote (azote global) : 15 mg/l
- indice phénol < 0,3 mg/l ou flux < 3 g/j
- fer et composés (en Fe) < 5 mg/l et aluminium et composés (en Al) < 2 mg/l ou flux (Fe + Al) < 20 g/j
- métaux totaux (NFT 90-112) < 10 mg/l
- composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) < 1 mg/l ou flux < 30 g/j

Constats :

Par courriel du 28 avril 2025, l'exploitant a transmis les éléments suivants :

- le rapport intitulé "Contrôle réglementaire des eaux souterraines et des eaux de bassins - campagne du premier semestre 2024 " édité par GINGER LECES et daté du 19/06/2024 ;
- le rapport intitulé "Contrôle réglementaire des eaux souterraines et des eaux de bassins - campagne du deuxième semestre 2024 " édité par GINGER LECES et daté du 03/01/2025.

L'inspection des installations classées a constaté que les valeurs mentionnées dans ces rapports, pour les paramètres matières en suspension (MES), demande chimique en oxygène (DCO), demande biologique en oxygène (DBO₅), azote (azote global), indice phénol, fer et composés, métaux totaux et composés organiques halogénés sont conformes aux dispositions de l'article 6.3 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus-mentionné.

Par ailleurs, l'exploitant a rappelé lors de l'inspection du 29 avril 2025 que les eaux collectées dans les bassins de rétention ne sont jamais rejetées dans le milieu naturel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Traitement des effluents (entretien séparateur)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 6.1 du chapitre I du titre 3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau |
| Prescription contrôlée : [...] En particulier, les séparateurs à hydrocarbures font l'objet d'un entretien régulier. |
| Constats : Par courriel du 28 avril 2025, l'exploitant a transmis le Bordereau de Suivi des Déchets Dangereux n° BSD-20250224-H192M1KFW (S041-E1030354) émis par LORY INTERNATIONAL dans le cadre de la prise en charge d'une quantité estimée à 8,5 tonnes de déchets code nomenclature 13 05 07* intitulés "EAUX ET BOUES HYDROCARBUREES" par CHIMIREC, la date de prise en charge étant le 24/02/2025. Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'exploitant a déclaré qu'un séparateur est installé en amont de chacun des deux bassins de rétention. L'exploitant a précisé que ces bassins font l'objet d'un nettoyage annuel. Par courriel du 30 avril 2025, l'exploitant a transféré un courriel de CHIMIREC du 29 avril 2025 indiquant que les deux séparateurs ont fait l'objet d'un nettoyage. L'inspection des installations classées relève que l'exploitant a été en mesure de justifier que les séparateurs à hydrocarbures font l'objet d'un entretien régulier, conformément aux dispositions de l'article 6.1 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus-mentionné. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 18 : Surveillance des eaux souterraines (Pz)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 6.7.2 du chapitre I du titre 3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau |
| Prescription contrôlée : La qualité des eaux souterraines susceptibles d'être polluées par l'établissement fait l'objet d'une surveillance notamment en vue de détecter des pollutions accidentelles. A cette fin, la surveillance s'appuie sur un réseau constitué au minimum de 4 points de contrôle : <ul style="list-style-type: none">- un piézomètre en amont hydraulique hors influence du site constituant le « bruit de fond »,- trois piézomètres à l'aval du site, proches de la mite de propriété |

Constats :

Par courriel du 28 avril 2025, l'exploitant a transmis le rapport intitulé "Contrôle réglementaire des eaux souterraines et des eaux de bassins - campagne du deuxième semestre 2024 " édité par GINGER LECES et daté du 03/01/2025.

L'inspection des installations classées a constaté que ce rapport mentionne "Lors de cette campagne, Pz3 n'a pas été trouvé. Des travaux ayant eu lieu dans cette zone, cet ouvrage de type bouche à clé est probablement recouvert de terres".

Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'exploitant a présenté la proposition financière n°M033.P.0031 éditée par GINGER CEBTP le 10/03/2025 pour la "réalisation d'un nouvel ouvrage piézométrique et rebouchage d'un piézomètre actuel". L'inspection des installations classées a constaté que cette proposition financière a été signée pour accord le 14/04/2025.

Un écart est donc relevé puisque les 4 points de contrôle ne sont pas présents. Toutefois, l'inspection des installations classées ne propose pas à ce stade de mettre en demeure l'exploitant sur ce point compte tenu du fait qu'une proposition financière signée a été transmise.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La surveillance des eaux souterraines doit s'appuyer sur 4 points de contrôle, conformément aux dispositions de l'article 6.7.2 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral n°2006.PREF.DCI3/BE/0242 du 23 novembre 2006.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 19 : Surveillance des eaux souterraines (analyses)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 6.7.2 du chapitre I du titre 3

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau

Prescription contrôlée :

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme agréé au minimum deux fois par an. Les analyses portent au minimum sur les paramètres suivants :

- pH,
- Conductivité,
- Composés organo-halogénés volatils y compris le chlorure de vinyle,
- Hydrocarbures totaux
- Indice phénol
- BTEX benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes,
- Métaux et métalloïdes (Pb, Cu, Cr, Ni, As, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al)

Constats :

Par courriel du 28 avril 2025, l'exploitant a transmis les éléments suivants :

- le rapport intitulé "Contrôle réglementaire des eaux souterraines et des eaux de bassins - campagne du premier semestre 2024 " édité par GINGER LECES et daté du 19/06/2024 ;
- le rapport intitulé "Contrôle réglementaire des eaux souterraines et des eaux de bassins - campagne du deuxième semestre 2024 " édité par GINGER LECES et daté du 03/01/2025.

L'inspection des installations classées a constaté que ces rapports portent, pour les eaux souterraines, sur les paramètres suivants : pH, conductivité, aluminium, arsenic, cadmium, chrome, cuivre, étain, fer, manganèse, nickel, plomb, zinc, mercure, hydrocarbures totaux, tétrachloroéthène, benzène, toluène, éthylbenzène, xylènes totaux, BTEX, indice phénols.

L'inspection des installations classées relève que les analyses des eaux souterraines ont bien été réalisées deux fois au cours de l'année 2024, conformément aux dispositions de l'article 6.7.2 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus-mentionné.

Toutefois, bien que les paramètres analysés comprennent les BTEX, ils ne comprennent pas l'ensemble des composés organiques volatils et ne précisent pas si le chlorure de vinyle est recherché.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les analyses réalisées sur les eaux souterraines doivent porter sur l'ensemble des paramètres mentionnés à l'article 6.7.2 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 20 : Synthèse annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 6.7.2 du chapitre I du titre 3

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau

Prescription contrôlée :

Une synthèse annuelle des résultats obtenus avec une interprétation de leur évolution est adressée à l'inspection des installations classées.

Constats :

L'inspection des installations classées n'a pas été destinataire d'une synthèse annuelle des résultats obtenus lors de la surveillance des eaux souterraines, contrairement aux dispositions de l'article 6.7.2 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus mentionné.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre une synthèse annuelle des résultats obtenus lors de la surveillance des eaux souterraines, conformément aux dispositions de l'article 6.7.2 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral n°2006.PREF.DCI3/BE/0242 du 23 novembre 2006.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 21 : Transmission des données

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau

Prescription contrôlée :

Transmettre les données d'autosurveillance du suivi des eaux souterraines à partir de l'application GIDAF.

Constats :

Lors de la préparation de l'inspection du 29 avril 2025, l'inspection des installations classées a consulté la base de données GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente) et a constaté que les résultats d'autosurveillance des eaux souterraines sont bien disponibles sur GIDAF, conformément aux dispositions de l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Traitement des rejets (dépoussiérage)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 2.2 du chapitre II du titre 3

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

Les effluents issus de chacun des cubilots, de l'installation de grenailage, de la cabine de décochage et de l'installation de récupération du sable sont intégralement captés puis traités dans un dispositif de dépoussiérage par filtre à manches.

Constats :

Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'exploitant a présenté un plan des points des rejets atmosphériques présents sur le site. Il s'agit : du cubilot, de la sablerie, du décochage, de la grenailleuse, de l'ébarbage, des cabines PP1 + PP2, de la cabine GP1 et de la cabine GP2, soit 8 points de rejet.

L'exploitant a déclaré les éléments suivants :

- les filtres des filtres à manches installés sur chacun des points de rejet sont systématiquement changés tous les ans ;
- pour le cubilot, un jeu de filtres à manches est constamment disponible sur le site ;
- le filtre à manches du cubilot dispose d'un indicateur de différentiel de pression entre amont et aval pour indiquer le colmatage éventuel des filtres.

Les effluents issus des cubilots, de l'installation de grenailage, de la cabine de décochage et de l'installation de récupération du sable sont bien traités dans un dispositif de dépoussiérage par filtre à manches, conformément aux dispositions de l'article 2.2 du chapitre II du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus mentionné.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 23 : Traitement des rejets (hauteur cheminée/ vitesse)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 2.2 du chapitre II du titre 3

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

| Installation | Hauteurs des cheminées (m) | Vitesse minimale d'éjection des gaz (m/s) |
|------------------------------|----------------------------|---|
| Cubilots (atelier de fusion) | 18 | 8 |

Constats :

Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'exploitant a déclaré qu'aucune nouvelle mesure des rejets atmosphériques n'avait été réalisée depuis 2023.

Par courriel du 27 mai 2025, l'exploitant a transmis le rapport intitulé "contrôle inopiné air 2023 demande de la DRIEAT ILE-DE-FRANCE" établi par QUALICONSULT suite à un contrôle effectué du 12 au 16/06/2023.

Ce rapport indique que la vitesse moyenne du gaz au point d'éjection est de 13 m/s, cette valeur étant conforme à la prescription de l'article 2.2 du chapitre II du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus-mentionné.

Toutefois, le rapport n'indique pas la hauteur du conduit.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit être en mesure de justifier que la hauteur des conduits d'évacuation des rejets atmosphériques issus des cubilots est conforme aux dispositions de l'article 2.2 du chapitre II du titre 3 de l'arrêté préfectoral n°2006.PREF.DCI3/BE/0242 du 23 novembre 2006.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 24 : Conditions particulières des rejets à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 2.3.2 du chapitre II du titre 3

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère, après traitement, sont inférieures ou égales aux valeurs prévues dans le tableau suivant :

| Installations ou émissaires concernés | Débit nominal des gaz (m ³ /h) | Paramètres | Valeurs limites calculées sur gaz sec | |
|--|---|--------------------|---------------------------------------|--|
| | | | Concentration (mg/m ³) | Flux ⁽⁴⁾ (kg/h) |
| Ensemble des rejets du site (fonderie + finition) | | Poussières | 100 | 1 (flux total sur site) |
| Ensemble des rejets activité fonderie (cubilots + moulage + noyautage) | | COV ⁽¹⁾ | 110 (si flux total > 2 kg/h) | Flux annuel des émissions diffuses ≤ 25 % quantité totale solvants utilisés ⁽³⁾ |
| Ensemble des rejets activité finition + activité usinage (masticage + apprêt + peinture) | | COV ⁽¹⁾ | 75 | Flux annuel des émissions diffuses ≤ 20 % quantité totale solvants utilisés |

Constats :

Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'exploitant a déclaré qu'aucune nouvelle mesure des rejets atmosphériques n'avait été réalisée depuis 2023.

Par courriel du 27 mai 2025, l'exploitant a transmis le rapport intitulé "contrôle inopiné air 2023 demande de la DRIAT ÎLE-DE-FRANCE" établi par QUALICONSULT suite à un contrôle effectué du 12 au 16/06/2023.

Ce rapport indique notamment que la concentration en Composés Organiques Volatils (COV) dans les rejets atmosphériques du cubilot est de 300 mg/Nm³, pour une valeur limite fixée par l'article 2.3.2 du chapitre II du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 à 110 mg/Nm³. L'inspection des installations classées précise que l'exploitant n'a pas transmis de plan d'actions détaillé ni de calendrier prévisionnel suite à ces résultats.

A titre de remarque, l'inspection des installations classées invite l'exploitant à demander à son prestataire de présenter les résultats des mesures réalisées de manière à faciliter la comparaison aux valeurs limites imposées par l'article 2.3.2 du chapitre II du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus-mentionné, c'est à dire en regroupant les rejets des activités finition et usinage (masticage, apprêt et peinture), les activités fonderie (cubilots, moulage et noyautage) et l'ensemble du site (fonderie + finition).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit être en mesure de justifier qu'il respecte les valeurs limites imposées par l'article 2.3.2 du chapitre II du titre 3 de l'arrêté préfectoral n°2006.PREF.DCI3/BE/0242 du 23 novembre 2006.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 25 : PGS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 2.3.2 du chapitre II du titre 3

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants consistant en un bilan des entrées et des sorties de matière y compris des solvants de dilution et de nettoyage, les rejets dans l'air, dans l'eau et les déchets.

Constats :

Par courriel du 28 avril 2025, l'exploitant a transmis le rapport d'essais n° CKL23/A444/PR01/V01, daté du 27/01/2025 et intitulé "Plan de gestion des solvants (2024)".

L'inspection des installations classées n'a pas réalisé d'analyse détaillée de ce document car plusieurs éléments sont bloquants pour qu'il soit recevable.

En effet, ce rapport précise :

- "Les résultats des mesures des émissions de COVnm ont servi à déterminer la quantité totale de solvants dans les rejets canalisés. À noter que seuls les rejets de l'activité fonderie ont été pris en compte"

L'inspection des installations classées précise que les dispositions de l'article 2.3.2 du chapitre II du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus mentionné imposent la réalisation de mesures des COV sur l'ensemble des rejets de l'activité fonderie (cubilots + moulage + noyautage) et de l'activité usinage (masticage + apprêt + peinture). Ces résultats doivent être utilisés dans l'élaboration du plan de gestion des solvants (PGS) ;

- "Les mesures des rejets ont été réalisées en 2021, les résultats sont à prendre avec précautions"
L'inspection des installations classées précise que les dispositions de l'article 3.1 du chapitre II du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus mentionné imposent la réalisation de mesures des COV à fréquence annuelle sur la cabine d'apprêt, les 2 cabines de peinture (atelier finition), les cabines de peinture (atelier peinture) et les cubilots. Ces résultats doivent être utilisés dans l'élaboration du plan de gestion des solvants (PGS) ;

Compte tenu de ces éléments, l'inspection des installations classées considère que le plan de gestion des solvants transmis par l'exploitant n'est pas recevable puisque qu'un bilan des entrées et des sorties de matière ne peut être réalisé qu'après analyse des rejets canalisés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser un plan de gestion de solvants, conformément aux dispositions de l'article 2.3.2 du chapitre II du titre 3 de l'arrêté préfectoral n°2006.PREF.DC13/BE/0242 du 23 novembre 2006. Ce plan doit prendre en compte les émissions canalisées cohérentes avec les autres données prises en compte.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 26 : COV avec mentions de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 2.3.2 du chapitre II du titre 3

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

L'utilisation de composés organiques volatils visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation, ainsi que les substances à phrases de risques R45, R46, R49, R60, R61 et halogénés étiquetés R40 tels que définis dans l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances est interdite.

Constats :

Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'exploitant a déclaré qu'il n'avait pas identifié les composés organiques volatils visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. L'exploitant n'est donc pas en mesure de confirmer qu'il n'utilise pas ces composés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit confirmer qu'il n'utilise pas les composés organiques volatils visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, conformément aux dispositions de l'article 2.3.2 du chapitre II du titre 3 de l'arrêté préfectoral n°2006.PREF.DC13/BE/0242 du 23 novembre 2006.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 3.1 du chapitre II du titre 3

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise une surveillance des émissions atmosphériques pour chaque cheminée d'extraction suivant le programme indiqué dans le tableau qui suit, dans des conditions normales de fonctionnement des installations avec une mesure dans les gaz rejetés à l'atmosphère des concentrations et des débits rejetés pour les paramètres ci-dessous :

| Installations ou émissaires concernés | Paramètres | Périodicité des contrôles |
|---|-----------------|---------------------------|
| Cabine de décochage | Poussières | Annuelle |
| Sablerie | | |
| Grenailleuse | | |
| Atelier d'ébarbage | | |
| Cabine d'apprêt | Poussières, COV | Annuelle |
| 2 cabines de peintures (atelier finition) | | |
| Cabine de peinture (atelier peinture) | | |

| Installations ou émissaires concernés | Paramètres | Périodicité des contrôles |
|---------------------------------------|--|---------------------------|
| Cubilots (atelier fusion) | Poussières COV SO ₂ NOx HCl HF Pb Cd Hg Ti As + Se + Te Somme 9 métaux | Annuelle |
| | CO | Continue |

Constats :

Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'exploitant a déclaré qu'aucune nouvelle mesure des rejets atmosphériques n'avait été réalisée depuis 2023. L'exploitant a présenté une proposition technique et financière éditée par Kali'air le 29 avril 2025 pour la mesure des rejets atmosphériques du site.

Par courriel du 27 mai 2025, l'exploitant a transmis le rapport intitulé "contrôle inopiné air 2023 demande de la DRIEAT ÎLE-DE-FRANCE" établi par QUALICONSLT suite à un contrôle effectué du 12 au 16/06/2023.

L'exploitant n'a pas respecté les périodicités des contrôles prescrites par l'article 3.1 du chapitre II du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit être en mesure de justifier qu'il respecte les périodicités des contrôles prescrites par l'article 3.1 du chapitre II du titre 3 de l'arrêté préfectoral n°2006.PREF.DCI3/BE/0242 du 23 novembre 2006.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 28 : Entretien des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 4 du chapitre II du titre 3

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

Le réglage et entretien des installations sont effectués aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage. Ces opérations portent notamment sur les appareils de filtration et d'épuration.

Constats :

Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'exploitant a déclaré que les filtres à manches installés sur chacun des points de rejet sont systématiquement changés tous les ans. Cette disposition est détaillée au point de contrôle n°22 "Traitement des rejets - dépoussiérage".

Toutefois, l'exploitant ne dispose pas d'élément de traçabilité permettant de justifier ces interventions (consigne, procédure écrite, traçabilité des opérations de maintenance...). En l'absence de ces éléments, l'inspection des installations classées relève un écart sur cette disposition réglementaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier que le réglage et l'entretien des installations sont effectués aussi fréquemment que nécessaire, conformément aux dispositions de l'article 4 du chapitre II du titre 3 de l'arrêté préfectoral n°2006.PREF.DCI3/BE/0242 du 23 novembre 2006.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 29 : Conception des bâtiments et locaux (bât principal)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 2.2 du chapitre V du titre 3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques |
| Prescription contrôlée : Les matériaux de construction du bâtiment principal abritant l'atelier fusion (murs, toiture et sol) sont incombustibles. |
| Constats : Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'inspection des installations classées a constaté que les parois du bâtiment principal abritant l'atelier de fusion sont composées d'un soubassement béton surmonté de plaques ondulées plastique, celles-ci n'étant pas incombustibles. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit s'assurer que les matériaux de construction du bâtiment principal abritant l'atelier de fusion (murs, toiture et sol) sont incombustibles, conformément aux dispositions de l'article 2.2 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté préfectoral n°2006.PREF.DC13/BE/0242 du 23 novembre 2006. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 12 mois |

N° 30 : Conception des bâtiments et locaux (alcool éthylique)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 2.2 du chapitre V du titre 3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques |
| Prescription contrôlée : Le mur séparant le stockage extérieur d'alcool éthylique et de la zone de moulage du bâtiment fusion est de degré coupe-feu deux heures |
| Constats : Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'inspection des installations classées a constaté que le mur séparant le stockage extérieur d'alcool éthylique de la zone de moulage du bâtiment fusion est composé d'un mur béton sur une hauteur d'environ 2m, puis de plaques ondulées plastique sur une hauteur d'environ 4m, celles-ci n'étant pas coupe-feu deux heures. |

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit s'assurer que le mur séparant le stockage extérieur d'alcool éthylique de la zone de moulage du bâtiment fusion soit coupe-feu deux heures, conformément aux dispositions de l'article 2.2 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté préfectoral n°2006.PREF.DCI3/BE/0242 du 23 novembre 2006.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription****Proposition de délais : 12 mois****N° 31 : Zones de dangers****Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 1.3 du chapitre V du titre 3****Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques****Prescription contrôlée :**

L'exploitant définit les zones pouvant présenter des risques d'incendie, d'explosions ou d'émanations toxiques de par la présence des produits stockés ou utilisés, ou d'atmosphères explosives ou novices pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée

Constats :

Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'exploitant a présenté le plan de masse élaboré par le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de l'Essonne. Ce plan mentionne les zones de dangers associées aux risques suivants : risque électrique, poste gaz, gaz sous pression, comburant, matière inflammable, matière corrosive, risque toxique, atmosphère explosive, réaction exothermique acide et base. Ce plan précise que la date de création est le 04/2008 et la date de mise à jour le 10/2023.

L'inspection des installations classées considère que le plan fourni répond aux dispositions de l'article 1.3 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus-mentionné.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 32 : Conception des bâtiments et locaux (allées)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 2.2 du chapitre V du titre 3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques |
| Prescription contrôlée : À l'intérieur de l'installation, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre |
| Constats : Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'inspection des installations classées a constaté que les allées de circulation sont maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel, conformément aux dispositions de l'article 2.2 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus-mentionné. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 33 : État des stocks

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 3.1.2 du chapitre V du titre 3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques |
| Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. |
| Constats : Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'exploitant a déclaré qu'un inventaire mensuel est réalisé sur chacun des postes de travail, et permet de faire l'état des stocks de l'ensemble des produits et fournitures présents. L'inspection des installations classées considère que les inventaires mis en place par l'exploitant sont de nature à répondre à la disposition de l'article 3.1.2 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus-mentionné. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 34 : Rétentions

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 7.2 du chapitre I du titre 3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques |
| Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : -100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés. |
| Constats : Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'inspection des installations classées a constaté que des contenants divers, notamment deux fûts d'un volume de 200 litres d'huile moteur, deux bidons d'un volume de 20 litres de produit SHELL TONNA S3 M sont stockés dans le bâtiment fusion, à proximité du malaxeur. L'exploitant a déclaré que ces contenants sont principalement vides. Pendant l'inspection, l'ensemble des contenants stockés sur cette zone ont été évacués. L'inspection des installations classées n'a pas relevé la présence de stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols. Les conditions de stockage des produits sont conformes aux dispositions de l'article 7.2 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus-mentionné. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 35 : Étiquetage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 3.1.2 du chapitre V du titre 3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques |
| Prescription contrôlée : Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément , s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des produits et préparations chimiques dangereuses. |
| Constats : Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'inspection des installations classées a constaté, par échantillonnage, que les fûts, réservoirs et autre emballages portent en caractères lisibles le nom des produits et les symboles de danger, conformément aux dispositions de l'article 3.1.2 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus-mentionné. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 2.3 du chapitre V du titre 3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques |
| Prescription contrôlée : L'installation électrique doit être conçue, réalisée et entretenue conformément au décret n°88.1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises de la série NF C qui lui sont applicables. |
| Constats : Par courriel du 28 avril 2025, l'exploitant a transmis les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- le rapport n°134265885-001-1 intitulé certificat Q18, édité par APAVE et daté du 31/05/2024 ;- le rapport n°134241452-001-1.02 intitulé compte-rendu Q19, édité par APAVE et daté du 08/07/2024. L'inspection des installations classées a constaté que : <ul style="list-style-type: none">- le certificat Q18 du 31/05/2024 mentionne les éléments suivants :- la vérification a consisté en "une vérification partielle ne prenant pas en compte les installations désignées ci-dessous [...]"- nous déclarons que l'installation électrique "peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion".- le compte-rendu Q19 du 08/07/2024 mentionne les éléments suivants : "Au vu des éléments contrôlés de l'installation électrique tels que définis dans la liste des matériels et ensembles d'appareillage et compte tenu de leurs conditions d'utilisations et de sollicitations au moment du contrôle, le risque incendie est présent." Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'exploitant a complété ces premiers éléments par les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- le rapport de vérification des installations électriques référencé 134265885-001-1, édité par APAVE et daté du 31/05/2024 ;- le rapport de vérification n°134265885-002-1 intitulé "certificat Q18", édité par APAVE et daté du 18/03/2025;- le rapport de vérification des actions correctives - Vérification des actions correctives sur les anomalies identifiées dans le rapport de référence n°134241452.002.1.02.01 - édité par APAVE et daté du 10/04/2025 ;- le document "liste récap des observations 134265885-005-1". |

L'inspection des installations classées a constaté que :

- le rapport de vérification du 31/05/2024 mentionne 54 écarts, dont seulement 6 nouvelles observations ;
- le certificat Q18 du 18/03/2025 mentionne les éléments suivants :
 - la vérification a consisté en "une vérification partielle ne prenant pas en compte les installations désignées ci-dessous [...]"
 - nous déclarons que l'installation électrique "peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion" ;
- le rapport de vérification des actions correctives mentionne "Suite à notre vérification, nous vous informons que les actions correctives mises en œuvre sur les matériels en défaut signalés, dans le rapport de référence cité en page de couverture, ont permis de lever l'ensemble de ces anomalies". L'inspection des installations classées précise que les anomalies évoquées sont celles initialement relevées dans le rapport de thermographie infrarouge du 08/07/2024.

En conclusion, l'inspection des installations classées relève les éléments suivants :

- le rapport de vérification des installations électriques le plus récent transmis, daté du 31/05/2024, mentionne 54 écarts, dont seulement 6 nouvelles observations ;
- le certificat Q18 le plus récent transmis, daté du 18/03/2025 mentionne les éléments suivants :
 - la vérification a consisté en "une vérification partielle ne prenant pas en compte les installations désignées ci-dessous [...]"
 - nous déclarons que l'installation électrique "peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion" ;
- les anomalies figurant dans le compte-rendu Q19 du 08/07/2024 ont été levées.

Compte tenu de ces éléments, l'inspection des installations classées considère que l'installation électrique n'est pas entretenue.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit être en mesure de justifier que l'installation électrique est entretenue, conformément aux dispositions de l'article 2.3 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté préfectoral n°2006.PREF.DCI3/BE/0242 du 23 novembre 2006.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 37 : Protection contre la foudre

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 3.2.7 du chapitre V du titre 3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques |
| Prescription contrôlée : Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993. |
| Constats : Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'exploitant a présenté l'offre commerciale n°250326 fournie par 1G GROUP SAS - 69800 SAINT PRIEUST et datée du 23/04/2025. L'inspection des installations classées a constaté que cette offre concerne l'expertise, l'analyse de risque foudre et l'étude technique foudre. Cette offre commerciale n'a pas été signée par l'exploitant. L'inspection des installations classées relève que l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les installations sont protégées contre la foudre. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit être en mesure de justifier que les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement sont protégées contre la foudre, conformément aux dispositions de l'article 3.2.7 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté préfectoral n°2006.PREF.DCI3/BE/0242 du 23 novembre 2006. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 12 mois |

N° 38 : Travaux (permis de feu)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 4 du chapitre V du titre 3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques |
| Prescription contrôlée : Tous travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de surveillance à adopter. Ces travaux font l'objet d'un permis de travail (ou permis de feu) délivré par une personne nommément autorisée. |

Constats :

Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'exploitant a présenté les éléments suivants :

- le plan de prévention établi entre LORY INTERNATIONAL - 91150 ETAMPES et APAVE - 91027 EVRY, daté du 25/02/2025 ;
- le permis de feu délivré par M.Jimmy DUVAL, responsable maintenance LORY FONDERIES à la société TECHNITRANS dans le cadre d'opérations de maintenance réalisées sur un élévateur à godets, datant du 30/07/2024.

L'inspection des installations classées a constaté, par échantillonnage, que les travaux réalisés à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés après délivrance d'un permis de feu, conformément aux dispositions de l'article 4 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus-mentionné.

A titre de remarque, l'inspection des installations classées invite l'exploitant à ajouter au permis de feu la vérification des installations effectuée après les travaux. L'inspection des installations classées précise que le modèle de permis de feu proposé par l'Institut National de Recherche et de Sécurité intègre les champs nécessaires à cette donnée. Le document est disponible à l'adresse suivante : <https://www.inrs.fr/media.html?refINRS=ED%206030>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 39 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 3.2.1 du chapitre V du titre 3

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Constats :

Par courriel du 28 avril 2025, l'exploitant a transmis le document intitulé "livret d'accueil pour les nouveaux arrivants", ce livret étant daté de 2024.

L'inspection des installations classées a constaté que ce document inclut notamment les consignes de sécurité générales liées au port des équipements de protection individuelle (EPI), les consignes de circulation, l'organisation des secours, les risques généraux spécifiques à l'entreprise et les informations générales sur la sécurité.

Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier qu'il a établi des consignes indiquant l'ensemble des points mentionnés à l'article 3.2.1 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus-mentionné.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit être en mesure de justifier que les consignes de sécurité indiquent l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 3.2.1 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral n°2006.PREF.DCI3/BE/0242 du 23 novembre 2006.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 3 mois**N° 40 : Surveillance de l'exploitation****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 3.2.5 du chapitre V du titre 3**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des risques**Prescription contrôlée :**

Un gardiennage est assuré en dehors des heures de travail par des rondes de surveillance d'un agent de sécurité. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le gardien.

Constats :

Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'exploitant a déclaré les éléments suivants :

- la plage horaire de travail s'étend de 6h du matin à 3h du matin (plage de travail de 21h) ;
- un gardien fait une ronde deux fois par jour les samedis, dimanches et jours fériés ;
- une vidéosurveillance est installée sur tout le site.

L'exploitant a déclaré qu'un gardiennage est assuré en dehors des heures de travail par des rondes de surveillance d'un agent de sécurité, conformément aux dispositions de l'article 3.2.5 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus-mentionné.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 41 : Équipement (plan d'implantation)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 7.1 du chapitre V du titre 3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques |
| Prescription contrôlée : L'établissement est pourvu de plans d'implantation des moyens d'extinction à jour. |
| Constats : Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'exploitant a déclaré que la mise à jour du plan d'implantation des moyens d'extinction est en cours de mise à jour. L'exploitant a présenté les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- le plan d'intervention de l'ensemble du site ;- le plan d'intervention détaillé du bâtiment ébarbage / peinture. L'inspection des installations classées a constaté que le plan d'intervention du bâtiment ébarbage/peinture mentionne les extincteurs portatifs installés dans les locaux, ainsi que les issues et les itinéraires d'évacuation. Même si ces documents sont en cours de mise à jour, l'inspection des installations classées considère que l'exploitant a répondu à la disposition de l'article 7.1 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus-mentionné. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 42 : Moyens d'intervention en cas d'accident

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 7 du chapitre V du titre 3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques |
| Prescription contrôlée : L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphage généralités. Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés, facilement accessibles et vérifiés aux moins une fois par an. |
| Constats : Par courriel du 28 avril 2025, l'exploitant a transmis la déclaration de conformité au référentiel APSAD R4 établi par CHUBB FRANCE le 17/02/2025. L'inspection des installations classées a constaté que cette déclaration mentionne qu'une vérification de conformité a été effectuée par M.BLANC Mathieu le 17/02/2025. |

Toutefois, certains extincteurs (Cf. point de contrôle n°51) ne comportent pas de marquage validant la réalisation des vérifications. L'inspection des installations classées considère que l'exploitant n'est pas en mesure de confirmer que les extincteurs ont été vérifiés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit être en mesure de justifier que les moyens d'intervention en cas d'accident sont vérifiés au moins une fois par an, conformément aux dispositions de l'article 7 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus-mentionné.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 43 : Organisation des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 3.2 du chapitre III du titre 3

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Constats :

Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'inspection des installations classées a constaté que les déchets sont stockés sur la zone de stockage des déchets située au sud-est du site. Les déchets sont stockés dans des Grands Réservoirs Vrac (GRV) sous abri, sur cette aire composée d'un sol bétonné. Les eaux de ruissellement collectées sur cette aire sont dirigées vers un bassin de rétention d'un volume de 150 m³.

L'inspection des installations classées considère que les conditions de stockage de déchets répondent aux dispositions de l'article 3.2 du chapitre III du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus-mentionné.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 44 : Sables usés de fonderie et laitier

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 4.3 du chapitre III du titre 3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Déchets |
| Prescription contrôlée : Les sables de fonderie contenant des liants organiques de synthèse récupérés après décochage des pièces, dits sables « brûlés », sont traités dans une installation de régénération mécanique des sables puis recyclés dans l'atelier de moulage. [...] L'exploitant réalise une autosurveillance qui consiste à vérifier au moins une fois par an la conformité du déchet aux résultats de la caractérisation de base et aux critères d'admissions définis ci-dessus. |
| Constats : Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'exploitant a déclaré que les sables de fonderie contenant des liants organiques sont bien traités dans une installation de régénération mécanique des sables puis recyclés dans l'atelier de moulage, conformément aux dispositions de l'article 4.3 du chapitre III du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus-mentionné. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 45 : Registres relatifs à l'élimination des déchets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 4.4 du chapitre III du titre 3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Déchets |
| Prescription contrôlée : En application de l'arrêté ministériel du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets, l'exploitant tient à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ses déchets dangereux. |
| Constats : Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'exploitant a présenté un extrait du registre des déchets dangereux. L'inspection des installations classées a constaté que ce registre contient les champs suivants : <ul style="list-style-type: none">- concernant l'émetteur du BSD : n°BSD, date d'enlèvement, désignation du déchet, code nomenclature déchet, quantité tonnes, codes D/R ;- concernant l'installation d'entreposage : nom, adresse, n°SIRET, date d'admission, codes D/R ;- concernant le transporteur : nom, adresse, n°SIREN, n° récépissé de déclaration préfectorale de transport ;- concernant l'installation de traitement final : nom, adresse, n°SIRET, le mode de traitement, codes D/R. |

L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant tient à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement des déchets dangereux, conformément aux dispositions de l'article 4.4 du chapitre III du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus-mentionné.

L'inspection des installations classées a par ailleurs vérifié que la société LORY INTERNATIONAL gère les flux de déchets via l'application trackdéchets. L'inspection des installations classées a constaté que la société LORY INTERNATIONAL est inscrite sur trackdéchets depuis le 21/05/2024. L'inspection des installations classées ajoute que la société LORY INTERNATIONAL a repris le site le 10/02/2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 46 : Déclaration annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 4.5 du chapitre III du titre 3

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu d'effectuer chaque année avant le 1^{er} avril de l'année en cours de l'année une déclaration annuelle sur la nature, les quantités et la destination de ses déchets dangereux pour ce qui concerne les données de l'année précédente.

Constats :

Lors de la préparation de l'inspection du 29 avril 2025, l'inspection des installations classées a pu constater que l'exploitant a bien réalisé sa déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets. Cette déclaration a été mise en ligne sur l'application de télédéclaration annuelle des émissions polluantes (GEREP).

L'inspection des installations classées considère que l'exploitant a répondu à la disposition de l'article 4.5 du chapitre III du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus-mentionné.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 47 : Stockage et emploi de l'oxygène (distance)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article chapitre IV du titre 4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques |
| Prescription contrôlée : Les stockages doivent être implantés à une distance d'au moins 5 mètres des limites de propriété |
| Constats : Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'inspection des installations classées a constaté que le réservoir de stockage d'oxygène est implanté à une distance d'au moins 5 mètres des limites de propriété, conformément aux dispositions du chapitre IV du titre 4 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus-mentionné. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 48 : Stockage et emploi de l'oxygène (clôture)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article chapitre IV du titre 4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques |
| Prescription contrôlée : Une clôture comportant au moins une porte s'ouvrant vers l'extérieur, construite en matériaux incombustibles, totalement ou partiellement grillagée, d'une hauteur minimale de 1,75 mètre doit délimiter les parties en plein air ou sous simple abri de l'installation comportant un ou plusieurs récipients fixes d'oxygène liquide éventuels. |
| Constats : Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'inspection des installations classées a constaté qu'une clôture d'une hauteur d'environ 2,20m entoure réservoir fixe de stockage d'oxygène, conformément aux dispositions du chapitre IV du titre 4 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus-mentionné. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 49 : Stockage et emploi de l'oxygène (sol)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article chapitre IV du titre 4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques |
| Prescription contrôlée : Le sol des aires comportant un ou plusieurs récipients fixes d'oxygène liquide, et des aires de remplissage et/ou de dépotage des véhicules d'oxygène liquide doit être étanche, incombustible, non poreux et réalisé en matériaux inertes vis-à-vis de l'oxygène. |
| Constats : Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'inspection des installations classées a constaté que le sol de l'aire comportant le réservoir fixe de stockage d'oxygène est un sol bétonné, non fissuré. Les caractéristiques du sol de l'aire comportant le réservoir fixe de stockage d'oxygène sont conformes aux dispositions du chapitre IV du titre 4 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus-mentionné. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 50 : Stockage et emploi de l'oxygène (terre)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article chapitre IV du titre 4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques |
| Prescription contrôlée : Les équipements métalliques fixes (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. |
| Constats : Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'inspection des installations classées a constaté que les équipements métalliques présents sur l'aire comportant le réservoir fixe de stockage d'oxygène sont mis à la terre, conformément aux dispositions du chapitre IV du titre 4 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus-mentionné. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 51 : Stockage et emploi de l'oxygène (moyens de secours)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article chapitre IV du titre 4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques |
| Prescription contrôlée : L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie adaptés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ceux-ci sont au minimum constitués d'un extincteur à poudre et un extincteur à eau pulvérisée de 9 kilogrammes chacun à proximité de la cuve de 22 000 litres. |
| Constats : Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'inspection des installations classées a constaté que les moyens de secours suivant sont présents sur l'aire comportant le réservoir fixe de stockage d'oxygène : - 1 extincteur d'une capacité de 9kg de poudre ABC, ne comportant pas d'indication de date de vérification ; - 1 extincteur d'une capacité de 9litres d'eau pulvérisée, ne comportant pas d'indication de date de vérification. L'inspection des installations classées considère que les moyens de secours installés sur l'aire comportant le réservoir fixe de stockage d'oxygène sont conformes aux dispositions du chapitre IV du titre 4 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006 sus-mentionné. Toutefois, un écart est relevé concernant la vérification des moyens de secours. Celui-ci est détaillé au point de contrôle n°42 de la présente inspection. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 52 : Contrôle de la liste des appareils à pression

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III |
| Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression |
| Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression. |

Constats :

Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'exploitant a déclaré qu'il ne connaissait pas la réglementation applicable aux équipements sous pression. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une liste des équipements soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit tenir à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique, conformément aux dispositions de l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 53 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire

Prescription contrôlée :

I. - L'inspection périodique est réalisée :

- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;
- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.

II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.

III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.

Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.

L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.

Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.

Constats :

Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'exploitant a déclaré qu'il ne connaissait pas la réglementation applicable aux équipements sous pression. L'exploitant pas été en mesure de présenter les comptes rendus des inspections périodiques réalisées sur les équipements soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit être en mesure de justifier que des inspections périodiques sont réalisées sur les équipements sous pression conformément aux dispositions de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 54 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire

Prescription contrôlée :

I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.

La période maximale est fixée au maximum à :

1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;

2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;

Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,

Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

Constats :

Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'exploitant a déclaré qu'il ne connaissait pas la réglementation applicable aux équipements sous pression. L'exploitant pas été en mesure de présenter les comptes rendus des inspections périodiques réalisées sur les équipements soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. Il n'a donc pas été possible de vérifier le respect des échéances concernant la réalisation des inspections périodiques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit être en mesure de justifier que les inspections périodiques sont réalisées à des périodicités conformes aux dispositions de l'article 15.I de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 55 : Analyse du compte rendu de requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire

Prescription contrôlée :

I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.

II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.

III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.

La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.

Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.

L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.

IV.-Il est interdit :

- d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;
- dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.

Constats :

Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'exploitant a déclaré qu'il ne connaissait pas la réglementation applicable aux équipements sous pression. L'exploitant pas été en mesure de présenter les requalifications périodiques qui doivent être réalisées sur les équipements soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit être en mesure de justifier que les requalifications périodiques sont réalisées sur les équipements sous pression conformément aux dispositions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 56 : Vérification des échéances de la requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire

Prescription contrôlée :

I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :

- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;
- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;
- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;
- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;

- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;

- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.

Constats :

Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'exploitant a déclaré qu'il ne connaissait pas la réglementation applicable aux équipements sous pression. L'exploitant pas été en mesure de présenter les requalifications périodiques qui doivent être réalisées sur les équipements soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit être en mesure de justifier que l'échéance maximale des requalifications périodiques réalisées sur les équipements sous pression respecte les dispositions de l'article 18.I de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 57 : Contrôle de la plaque d'identification des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements

Prescription contrôlée :

VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.

Constats :

Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'exploitant a déclaré qu'il ne connaissait pas la réglementation applicable aux équipements sous pression. En l'absence de liste d'équipements soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017, il n'a pas été possible pour l'inspection des installations classées de contrôler les plaques d'identification des appareils.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit être en mesure de justifier que les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle, conformément aux dispositions de l'article 3.VI de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription**Proposition de délais :** 6 mois**N° 58 : Contrôle de l'état de l'équipement****Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements**Prescription contrôlée :**

[...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]

Constats :

Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'exploitant a déclaré qu'il ne connaissait pas la réglementation applicable aux équipements sous pression. En l'absence de liste d'équipements soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017, il n'a pas été possible pour l'inspection des installations classées de vérifier l'état des équipements.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit constamment maintenir les équipements sous pression en bon état, conformément aux dispositions de l'article R.557-14-2 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription**Proposition de délais :** 6 mois

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I |
| Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.</p> <p>À l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'exploitant a déclaré qu'il ne connaissait pas la réglementation applicable aux équipements sous pression. En l'absence de liste d'équipements soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017, il n'a pas été possible pour l'inspection des installations classées de contrôler les accessoires de sécurité installés sur les appareils.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit être en mesure de justifier que les équipements sous pression sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS), conformément aux dispositions de l'article 3.I de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 60 : Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements |
| Prescription contrôlée : En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à " tête de cheval ". Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la sécurité industrielle. |
| Constats : Lors de l'inspection du 29 avril 2025, l'exploitant a déclaré qu'il ne connaissait pas la réglementation applicable aux équipements sous pression. En l'absence de liste d'équipements soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017, il n'a pas été possible pour l'inspection des installations classées de contrôler les marquages réalisés suite aux épreuves de requalification. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit être en mesure de justifier qu'un marquage est apposé sur les équipements sous pression en cas de succès aux épreuves de requalification périodique, conformément aux dispositions de l'article 24 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 6 mois |